

Il y a maintenant l'école. Oh ! sur ce point, on ne peut pas dire qu'il y ait beaucoup à faire. Il y a peu d'obstacles à surmonter ; tout le monde est d'accord dans les rangs du parti républicain : majorité, minorité, centre gauche, gauche. — Je m'arrête, parce que je ne terminerais pas l'énumération. Tout le monde, dis-je, est d'accord pour doter magnifiquement l'école. On ne fait, du reste, en cela, qu'exécuter le vœu unanime et impérieux du pays, qui sent bien que l'école est véritablement le séminaire de l'avenir, notre séminaire à nous, celui d'où sortiront des citoyens mûrs pour les difficultés de la vie intérieure et prêts aussi pour le service extérieur de la France : le séminaire républicain qui implique, à mon sens, cette triple nécessité : l'obligation, la gratuité la laïcité. On a bataillé quelque temps sur le dernier terme ; on a équivoqué sur la laïcité : on a demandé à transiger, à modifier ; on a lutté pendant un jour, deux jours, trois jours ; on a marchandé. Messieurs à toutes ces demandes il faut répondre : Non, nous voulons l'Eglise chez elle et l'école chez elle ; l'instituteur absolument maître du lieu où il donne ses leçons et ne laissant franchir le seuil de sa demeure que par les représentants autorisés de l'Etat

Et quand vous aurez pratiqué ce régime pendant une génération, quand vous aurez ensemené de germes toute cette jeune France qui s'éveille à la vie, ah ! Messieurs, soyez-en sûrs, nos enfants et nos neveux se demanderont ce que nous pouvions bien vouloir dire en parlant sans cesse du spectre de l'ancien régime, de l'ordre moral ou de la réaction. Ils ne comprendront rien à ces vieilleries, parce qu'ils n'auront pas eu à se faire eux-mêmes leur libre examen et leur libre pensée, parce qu'ils l'auront sucé avec le lait de leur mère et avec la parole de leur maître d'école. Il leur semblera aussi naturel d'être éclairé dans leur intelligence que de l'être dans leurs yeux par la lumière du soleil.

Vous aurez alors une France unie, partout semblable à elle-même, une France qui pourra véritablement, dans son repos et dans sa force, recueillir et réunir tous ses enfants.

Mais ce n'est pas sur l'école que j'ai besoin de m'appesantir ; cette cause est gagnée, la victoire est assurée.

Il ne faudra purement et simplement pour réussir, que frapper un peu fort à la porte du Sénat et dire : Ouvrez ! c'est la France de l'avenir qui frappe, et qui demande à entrer.

Après l'école, il y a l'Eglise. Je ne dis pas les Eglises, parce qu'il est bien certain que si le sentiment public est préoccupé, que si la France a été inquiète après avoir été asservie, ce ne sont pas les Eglises qui l'ont troublée ; s'il y a eu une question cléricale, c'est qu'il y avait entre toutes les confessions religieuses, et par excellence, une Eglise qui avait pris à tâche de combattre l'esprit humain dans toutes ses libertés, dans toutes ses franchises, de ramener violemment la France aux pires traditions du passé et de s'opposer aussi bien à son expansion extérieure, — Messieurs, plus d'un gouvernement est tombé pour avoir contrarié l'Eglise sur ce chapitre, — qu'à son libre développement à l'intérieur ; c'est que, comme on l'a dit, cette Eglise était une faction politique dans l'Etat, et c'est pourquoi l'on était sûr de frapper le véritable adversaire en plein visage en disant : le cléricalisme, voilà l'ennemi !

On ne s'y est pas trompé ! Aussi vous pouvez voir, vous pouvez lire et entendre contre qui tout ce parti aux abois dirige ses diffamations et ses calomnies, et quels adversaires il a choisis entre tous. S'il y a quelque chose qui me surprend sans m'indigner, c'est de voir quels collaborateurs le cléricalisme rencontre sur son chemin.

Le cléricalisme a été vaincu et abattu, mais il n'est pas mort. Et je pense qu'il y a mieux à faire qu'à le traiter selon des formules plus ou moins creuses. Il faut s'enquérir de ce qu'il détient encore de puissance administrative et publique ; il faut se livrer à un travail minutieux d'enquêtes et d'investigations sur les forces de son influence et de son crédit ; lui couper toute espèce de communication avec l'administration laïque et politique, rayer ses privilèges, ces prérogatives que lui confère le décret de messidor et dont il tire si grande vanité ; examiner son budget, le réduire et le maintenir dans les limites de la lé-